

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Cellule Risques Anthropiques  
89 rue Weber – CS 52 002  
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 18/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SPUR ENVIRONNEMENT**

ZA Corata

30 250 SOMMIÈRES

Références : SC/2022-11-  
Code AIOT : 0006600773

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022 de l'établissement SPUR ENVIRONNEMENT implanté dans la zone d'activités Corata – 30 250 Sommières. L'inspection a été annoncée le 19/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée suite à la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 2021 modifiant des prescriptions relatives aux déchets entrants sur le site (conditions d'admission, de stockage, de transit et de traitement de ces déchets) et aux eaux pluviales. L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPUR ENVIRONNEMENT
- ZA Corata – 30 250 SOMMIÈRES
- Code AIOT dans GUN : 0006600773
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : oui

La société SPUR exploite un centre de transit de déchets dangereux et non dangereux sur le site actuel depuis 1986. Les activités exercées dans l'établissement sont :

- la collecte des déchets dangereux et non dangereux,
- le transit et le regroupement de déchets dangereux réceptionnés en vrac ou conditionnés,
- le transit et le regroupement de déchets non dangereux.

Le site occupe des terrains d'une superficie totale de 7 004 m<sup>2</sup> et comprend les installations et équipement suivants :

- un bâtiment de 440 m<sup>2</sup> dans lequel se trouvent les bureaux administratifs, une zone de stockage de consommables (cartons, petits contenants vides, caisses en bois...) et les stockages de conteneurs plastiques vides de petite contenance,
- un hangar couvert de 180 m<sup>2</sup> abritant le centre de transit de déchets en petits conditionnements et de déchets solides amiantés,
- une plate-forme de transit de 330 m<sup>2</sup> accolée au centre de transit, constituée d'une aire extérieure étanche et abritée pour les opérations de chargement/déchargement et disposant d'une armoire de rétention coupe feu pour les déchets de liquides inflammables et les aérosols,
- un hangar de 350 m<sup>2</sup> dédié au stockage des grands contenants vides, aux opérations de tri et de pesée des déchets et contenants, aux opérations de préparation de contenants vides avant collecte et abritant les vestiaires du personnel,
- 3 cuves verticales entreposées dans une fosse de rétention bétonnée d'une capacité de 159 m<sup>3</sup>, dont 2 cuves de 60 m<sup>3</sup> d'huiles de vidange usagées et 1 cuve de 35 m<sup>3</sup> de liquide de refroidissement ;
- 3 réservoirs enterrés à double enveloppe dont 2 de 20 m<sup>3</sup> pour le stockage des déchets hydrocarburés et 1 de 30 m<sup>3</sup> pour le stockage exceptionnel de déchets issus de situations accidentelles,
- une alvéole située à l'extérieur pour l'entreposage des déchets inertes et non classés,
- une aire sur laquelle sont placées deux bennes étanches de 30 m<sup>3</sup> destinées au stockage des déchets dangereux de type pâteux,
- une aire extérieure sur laquelle se trouvent :
  - 3 bennes de déchets non dangereux (verre, ferraille et plastiques),
  - un stockage d'huiles alimentaires usagées,
  - deux zones de stockage de contenants vides disposés en îlots,
- un bassin étanche de 240 m<sup>3</sup> destiné à servir de rétention pour les eaux d'extinction incendie issues du centre de transit, de la plate-forme de transit et de la zone de stockage des bennes, et relié en amont à un séparateur à hydrocarbures,
- une réserve d'eau incendie d'une capacité de 240 m<sup>3</sup>,
- des voies de circulation et des aires de stationnement de véhicules légers et poids lourds d'une superficie de 4 665 m<sup>2</sup>.

Les installations sont régulièrement exploitées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°13.139N du 29 juillet 2013 autorisant la société SARP MÉDITERRANÉE ATO la poursuite de l'exploitation d'un centre de transit et de regroupement de déchets dangereux et non dangereux.

Les dispositions de cet arrêté ont été complétées par l'arrêté préfectoral n°18.006N du 17 janvier 2018 et l'arrêté préfectoral n°21-007-DREAL du 18 février 2021 suite aux modifications apportées aux installations du site.

Actuellement, l'établissement est exploité par la société SPUR ENVIRONNEMENT depuis 2020, ce changement d'exploitant ayant été acté par l'arrêté préfectoral n°20-147-DREAL du 27 juillet 2020.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les déchets
- la prévention de la pollution des eaux



## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/07/2013 Article 7.8.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Zone de stockage extérieure des contenants vides	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/02/2021 Article 7.3.9	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Stockage en réservoirs enterrés	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/02/2021, Article 2.3.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
4	Registre d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/02/2021, Article 2.4.1.5	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
5	Stockage des déchets d'amiante	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/02/2021 Article 2.3.6	/	Prescriptions complémentaires	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a vérifié par sondage les dispositions relatives à la prévention de la pollution des eaux et aux conditions de stockage, d'admission, de transit et de traitement des déchets dangereux et non dangereux de l'établissement.

S'agissant des rejets des eaux susceptibles d'être polluées, l'exploitant a mis en place un registre dans lequel sont reportées toutes les vérifications et contrôles visuels ainsi que les résultats des analyses d'eaux pluviales effectués régulièrement sur les différents dispositifs présents sur le site (séparateur à hydrocarbures, bassin de rétention, caniveaux de collecte, canalisations de rejet).

Concernant les déchets entrants sur le site, plusieurs constats (détaillés dans les fiches de constats ci-dessous) qui n'engagent pas la sécurité ont été relevés au cours de l'inspection et pour lesquels des compléments d'information ou des mesures correctrices sont demandés à l'exploitant sous un délai fixé.

La visite d'inspection réalisée sur le site a permis de mettre en évidence les éléments suivants :

- le respect de l'emplacement prévu de chaque catégorie de déchets solides et liquides (cuves d'huiles de vidange, cuve de liquide de refroidissement, cuves d'eaux souillées, bennes de ferraille, verres et plastiques, racks de stockage et cases bien délimitées au sol...),
- la réalisation des contrôles réglementaires (vérification annuelle des extincteurs et RIA, du désenfumage et de la détection incendie, contrôles réguliers des eaux pluviales du bassin d'orage avant rejet dans le milieu naturel, entretien annuel des séparateurs à hydrocarbures et des collecteurs d'eaux pluviales, déclaration annuelle des déchets dans GEREPE),
- le respect des distances d'implantation des stockages de contenants vides dans le hangar avec le respect du marquage au sol. À noter toutefois, que ce marquage au sol et la hauteur des stockages n'étaient pas respectés pour plusieurs îlots de stockage présents en extérieur (cf. fiche de constats n°2).



## 2-4) Fiches de constats

N°1 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2013 – Article 7.8.2 Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17/01/2018 – Article 2.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après : [...] – des extincteurs à poudre polyvalente, à eau pulvérisée et à anhydride carbonique, adaptés aux risques à combattre et répartis sur l'ensemble du site. En particulier un extincteur à poudre de 50 kg est placé à proximité de l'aire de chargement et déchargement du centre de transit des déchets. Ces équipements sont implantés et dimensionnés conformément à la règle APSAD R4, – des extincteurs à CO <sub>2</sub> (ou équivalent) à proximité des installations et tableaux électriques.  Le bâtiment du centre de transit est doté d'un robinet d'incendie armé de type DN 32/12 permettant d'atteindre tout point de la surface du local et de trois extincteurs à poudre de 50 kg sur chariot répartis judicieusement dans le hangar.
<b>Constats :</b> Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence des trois extincteurs à poudre de 50 kg sur chariot au niveau de l'accès au centre de transit. Ils sont placés à l'extérieur du bâtiment et non dans le hangar de transit. L'extincteur à poudre de 50 kg prévu à proximité de l'aire de chargement/déchargement n'a pas été mis en place. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2013.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N°2 : Zone de stockage extérieure des contenants vides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/02/2021 – Article 7.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Marquage au sol
<b>Prescription contrôlée :</b> Les contenants vides (fûts et caisses palettes en plastique, GRV, fûts métalliques, cages grillagées...) sont entreposés à l'extérieur en deux zones de stockage distinctes : <ul style="list-style-type: none"><li>– une zone de stockage située le long de la clôture Nord du site constituée de 6 îlots de 18 m<sup>3</sup> chacun (surface au sol de 3 m sur 3 m) distants de 4 m les uns des autres,</li><li>– une zone de stockage située en limite Sud du site composée de 2 îlots de 18 m<sup>3</sup> chacun (surface au sol de 3 m sur 3 m) séparés d'une distance de 4 m.</li></ul> Ces deux zones de stockage sont éloignées d'une distance minimale de 7 m des limites de propriété.
<b>Constats :</b> Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>– le marquage au sol mis en place pour définir la surface au sol de 3 m sur 3 m n'est pas respecté pour la plupart des îlots de stockage tant en longueur qu'en largeur,</li><li>– la hauteur de certains îlots dépassée 2 m, notamment ceux situés le long de la clôture Nord du site,</li><li>– des contenants vides métalliques (fûts, cages grillagées, caisses palettes grillagées,...) étaient entreposés en dehors des 8 zones de stockage définies (entre les îlots de stockage, le long de la limite de propriété Nord) alors que ces contenants doivent également être stockés au niveau de ces 8 îlots.</li></ul> Ce constat constitue une non-conformité à l'article 7.3.9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

N°3 : Stockage en réservoirs enterrés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/02/2021 – Article 2.3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Affichage des consignes de dépotage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le volume unitaire des cuves ou compartiments est limité à 30 m<sup>3</sup>. Les cuves sont vidées à chaque enlèvement. Cette disposition ne s'applique pas aux déchets hydrocarbonés.</p> <p>Les réservoirs enterrés sont installés et exploités conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 modifié relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables à l'exception des dispositions de l'article 8.</p> <p>Les réservoirs sont du type à double enveloppe conforme à la norme NF EN 12885-1 ou 2.</p> <p>Ils sont équipés de dispositifs de contrôle des fuites munis d'une alarme optique et sonore judicieusement placée.</p> <p>Le remplissage de chaque réservoir est contrôlé par un indicateur de niveau relié à une alarme sonore audible par le préposé au dépotage se déclenchant en cas de dépassement de la capacité nominale du réservoir.</p> <p>Une consigne fixant le mode opératoire à respecter est affichée près du poste de dépotage.</p> <p>Le matériel électrique des installations de contrôle de remplissage répond aux dispositions de l'article 7.7 de l'arrêté préfectoral n°13.139N du 29 juillet 2013.</p> <p>Les cuves ont une affectation précise et sont clairement identifiées.</p> <p>Tout passage de véhicules et tout stockage de matériaux divers au-dessus d'un réservoir sont interdits à moins qu'il soit protégé par un plancher ou un aménagement pouvant résister aux charges éventuelles.</p> <p>Les opérations de dépotage s'effectuent sur une surface étanche et en rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La consigne fixant le mode opératoire à respecter pour le dépotage des eaux faiblement souillées par des hydrocarbures est en cours d'élaboration par l'exploitant. Elle n'est donc pas affichée près du poste de dépotage.</p> <p>De plus, au cours de la visite terrain, il a été constaté que les deux cuves ne sont pas clairement identifiées.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2.3.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



N°4 : Registre d'admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/02/2021 – Article 2.4.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de la radioactivité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admissions où il consigne pour chaque véhicule apportant des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le tonnage et la nature des déchets,</li> <li>– le lieu de provenance et des identité et coordonnées du producteur ou, à défaut, du détenteur,</li> <li>– la date et l'heure de la réception,</li> <li>– l'identité du transporteur,</li> <li>– le numéro d'immatriculation du véhicule,</li> <li>– le résultat des contrôles d'admission définis à l'article 2.4.1.4 du présent arrêté.</li> </ul> <p>L'exploitant reporte également sur le registre d'admission, ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les déchets admis sur son site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'exploitant, certains déchets font l'objet d'un contrôle de la radioactivité à l'arrivée sur le site au moyen d'un radiamètre portable.</p> <p>Le registre d'admission ne mentionne ni le résultat de ce contrôle (absence de radioactivité systématique), ni les déchets (nature des déchets) pour lesquels un contrôle de la radioactivité a été effectué.</p> <p>Certains déchets font également l'objet d'analyses à l'arrivée sur le site en cas de doute par le chimiste présent sur le site de Sommières, ou dans le cadre de l'élaboration du certificat d'acceptation préalable par le laboratoire de la société SPUR basé à Rognac (Bouches du Rhône). Les résultats de ces analyses ne sont pas non plus reportés dans le registre d'admission.</p> <p>L'exploitant a précisé que le registre d'admission utilisé est un modèle national dont le contenu ne peut être modifié (par exemple, ajout de « colonnes »).</p> <p>Dans le cas où il n'est en effet pas possible de modifier le contenu du registre d'admission, un registre complémentaire devra être mis en place afin de pouvoir consigner les éléments demandés (résultats des contrôles de radioactivité et des analyses réalisés sur les déchets).</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2.4.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



N°5 : Stockage des déchets d'amiante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 18/02/2021 – Article 2.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Durée de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets qui transitent par le centre sont conditionnés sous emballages répondant aux prescriptions du règlement transport de matières dangereuses par route (R.T.M.D.R) pour les déchets d'amiante friable ou pulvérulent ou sur palettes filmées pour les déchets d'amiante lié (amiante-ciment).</p> <p>Le volume des déchets d'amiante stocké à l'intérieur du centre de transit est limité à 30 m³.</p> <p>La durée du stockage est limitée à 15 jours pour l'amiante friable ou pulvérulent et à 90 jours pour l'amiante lié.</p> <p>Le regroupement sur un seul et même emballage de type big-bag de déchets d'amiante lié issus de la collecte chez les petits producteurs de tels déchets (plaquettes et garnitures de freins, gants, combinaisons, couvertures...), est autorisé. Le sac étanche utilisé chez le producteur du déchet ne doit pas être ouvert.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets d'amiante collectés transitent sur le site pendant une durée d'environ 1 mois afin d'obtenir un volume suffisant pour remplir un camion avant évacuation de ces déchets vers un centre d'élimination.</p> <p>La durée limite imposée de 15 jours pour le stockage des déchets d'amiante pulvérulent n'est donc pas respectée.</p> <p>L'exploitant a précisé que les consignes d'entreposage de l'amiante pulvérulent sont identiques à celles de l'amiante lié : même zone de stockage, sac étanche non ouvert, conditionnement spécifique. L'exploitant considère que l'entreposage prolongé de l'amiante friable ou pulvérulent ne présente pas de risque supplémentaire pour l'environnement.</p> <p>L'exploitant devra néanmoins déposer un dossier de porter à connaissance comprenant tous les éléments d'appréciation en préfecture du Gard dans le but de solliciter la modification de la durée de stockage des déchets d'amiante friable ou pulvérulent.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2.3.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois